

École, hôpital : comment financer le redressement du service public ?

En débat avec

Jean-Marc Tellier, Député PCF du Pas-de-Calais

Patrick Hallinger, Membre de la Convergence nationale des services publics

Devant la dégradation des services publics se pose la question récurrente des moyens alloués par l'État, tandis que le niveau d'endettement de la France invite à trouver de nouvelles ressources.

La solution doit passer par une refonte du rôle de l'État et l'application d'une justice fiscale, afin d'aller chercher l'argent là où il est.

Jean-Marc Tellier, Député PCF du Pas-de-Calais

Le président Macron prône l'audace économique. Mais cette audace se perd dans les méandres du libéralisme. Pourtant, le monde entier envie l'exception française, qui réside dans nos services publics et notre Sécurité sociale. Alors que l'audace actuelle du gouvernement se traduit surtout par des privatisations et des coupes budgétaires, il est peut-être temps de repenser cette politique économique pour qu'elle serve enfin à l'hôpital, à l'école, à la justice, à la jeunesse et aux familles...

Au lieu de voir l'audace dans la réduction de l'État, nous devrions faire tout le contraire et envisager un changement de cap à 180 degrés : renforcer drastiquement l'État et ses services en créant massivement des emplois dans le secteur public.

Le financement des services public ne tient pas du miracle ou de l'impossible, c'est un choix politique.

Pour financer ce choix politique, il nous faut passer par une fiscalité plus juste et une reprise en main des grandes institutions financières, en commençant par l'instauration d'une taxe sur leurs transactions. Cette mesure pourrait capter une part des échanges colossaux effectués chaque jour sur les marchés, transformant une activité spéculative en une source de financement pour l'État.

Parallèlement, la lutte contre l'évasion fiscale doit devenir une priorité absolue. Des milliards d'euros nous échappent chaque année. Nous devons mener une offensive déterminée contre toutes les stratégies d'évitement fiscal employées par certaines grandes entreprises et fortunes privées. De même, il faut abolir les niches fiscales et renationaliser certains secteurs clés de l'industrie et de la banque, mais aussi de l'énergie.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2017, le président Macron a délibérément démantelé des mécanismes de financement pourtant essentiels : la suppression de l'ISF, d'abord, a été un coup sévère porté à notre fiscalité. Revenir sur cette décision est impératif. Les familles françaises les plus fortunées possèdent un patrimoine taxable dépassant 1 000 milliards d'euros et doivent contribuer à l'effort national au même titre que les travailleurs qui, eux, peinent à boucler leurs fins de mois, mais sont de plus en plus taxés.

La suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et la réduction des impôts de production, ensuite, ont largement asséché nos collectivités. Ces collectivités, véritables chevilles ouvrières de nos services publics, seraient les premières bénéficiaires de ces ressources, à travers une dotation globale de fonctionnement (DGF) que nous souhaitons revalorisée et indexée sur l'inflation. Cette indexation, projet de loi proposé par le groupe GDR, leur apporterait une aide financière plus que bienvenue. Mais elle ne constituerait qu'une solution partielle.

En réalité, c'est une révision complète du système fiscal et un nouveau pacte budgétaire qui s'imposent. Chacun doit contribuer à hauteur de ses moyens. Qu'on cesse de faire reposer le fardeau financier sur nos classes populaires, particulièrement affectées par la TVA, qui représente 40 % des recettes de l'État.

Au-delà d'une révision du système d'imposition et du financement national, il faut questionner le plan d'austérité et les politiques européennes.

Patrick Hallinger, Membre de la Convergence nationale des services publics

Les services publics sont financés principalement par les impôts. Le constat est celui d'une crise de financement et d'efficacité. Il faut y voir les conséquences sur une longue période, depuis le milieu des années 1980, d'un mouvement de privatisation et de destruction de pans entiers de services publics. Les valeurs inhérentes aux services publics ont été saccagées. La feuille de route gouvernementale est celle d'un plan d'austérité d'ici à 2027, au nom des critères de Maastricht.

Ce plan d'austérité vise en premier lieu à réduire les services publics et les droits sociaux en s'attaquant en d'abord aux plus fragiles (chômeurs, migrants...). Il a des impacts plus larges sur l'ensemble de l'économie et nous en voyons d'ores et déjà les conséquences sur le BTP, le commerce, l'agriculture... Les inégalités s'accroissent et conduisent à des tensions sociales de plus en plus fortes (gilets jaunes, émeutes urbaines, mouvement des agriculteurs...).

Cela n'empêche pas les tenants d'un nouvel ordre néolibéral de penser le remodelage de la société. Pour le ministre de l'Économie et d'autres, notre modèle social n'est plus tenable. Pour quelle société demain ? Le « quoi qu'il en coûte » ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de préserver les profits des grands groupes mondialisés et assurer la défense de l'ordre social établi !

Quelles propositions pour demain ? Il convient de rappeler la crise financière de 2008 ou celle du Covid : ce sont nos institutions, avec les services publics, la Sécurité sociale, nos lois sociales qui ont permis d'éviter l'effondrement de l'économie, le chômage massif et la misère dans les familles. La réponse passe par la préservation d'outils publics fondamentaux avec la remise en place de vrais services publics répondant aux besoins pour l'éducation, les transports, la santé...

La question de leur financement est posée, avec en premier lieu l'arrêt des exonérations de toutes sortes des cotisations sociales concomitamment à l'augmentation des salaires, une taxation des revenus et patrimoines financiers des plus riches... Il s'agit d'autre part de produire sur notre sol les biens essentiels dont nous avons besoin pour notre énergie, soigner la population, assurer une alimentation de qualité pour tous, développer les moyens de transport... Nous créerons ainsi plus de richesses permettant d'assurer les financements indispensables, tout en mettant en place un autre mode de production et de consommation, compatible avec les enjeux climatiques et environnementaux.

Nous avons besoin d'une autre Europe, une Europe des besoins sociaux et de la transition écologique, avec la mise en place de fonds pour le développement des services publics en France et en Europe. C'est tout l'enjeu des prochaines élections européennes et des campagnes citoyennes à développer partout.